

CTE-016  
2023-05-02  
M. LeBlanc

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE

# Étude des crédits 2023-2024

Demande de renseignements généraux

Commission des transports du Québec

GESTIONNAIRE D'ACTIFS ♦ LEADER EN MOBILITÉ



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR LES PARTIS D'OPPOSITION

#### QUESTIONS OFFICIELLES

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :
  - a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, des députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
  - f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
  - g) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires;
  - h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :
  - a) les raisons du déplacement;
  - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - c) les coûts ventilés;
  - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
  
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) le but visé par chaque dépense;
  - e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.
  
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :
 

Par le cabinet ministériel :

  - a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ventilées par type d'événement;
  - b) le but visé par chaque dépense;
  - c) le nombre total et liste d'événements ventilée par type d'événement;
  - d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

  - e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
  - f) le but visé par chaque dépense;
  - g) le nombre total et liste d'événements ventilée par type d'événement;
  - h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilée par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par le ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023 en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :
  - a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
  
9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
  - a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
  - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.
  
10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :
  - a) les coûts estimés par année;
  - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
  - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
  - d) la liste des fournisseurs;
  - e) une copie du plan de déploiement.





11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :
  - a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
  - e) le distributeur d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - i.a) au Québec;
    - i.b) à l'extérieur du Québec.
12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023 ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
  - a) le coût des contrats téléphoniques;
  - b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
  - e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
  - f) le coût d'acquisition des appareils;
  - g) le coût d'utilisation des appareils;
  - h) les noms des fournisseurs;
  - i) les ordinateurs portables;
  - j) les iPad ou autre type de tablette électronique.
13. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :
  - a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
  - b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
  - c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
  - d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi;
  - e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
    - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
  - f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
  - g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi;
  - h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;



- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
  - j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
  - k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
  - l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
  - m) le nombre d'employés permanents et temporaires;
  - n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
  - o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
  - p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
  - q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
- 14.** Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :
- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
  - b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
  - c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
- 15.** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) le coût total de ladite location;
  - d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisés depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - e) la durée du bail;
  - f) propriétaire de l'espace loué;
  - g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
  - h) la superficie totale réellement occupée;
  - i) la superficie inoccupée;
  - j) le coût de location au mètre carré;
  - k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- 16.** Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :
- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
  - b) la valeur estimée de ceux-ci;
  - c) les coûts d'entretien annuel;
  - d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
- 17.** Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts pour 2022-2023 du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.



18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) la masse salariale totale par cabinet;
  - e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - f) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
19. Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
20. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
  - g) les prévisions pour 2023-2024.
21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
  - b) le salaire;
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
  - d) la date de la mise en disponibilité;
  - e) les prévisions pour 2023-2024.
22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023 le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaire, etc.);
  - b) par catégorie d'âge;
  - c) prévisions pour 2023-2024.





23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale;
  - e) l'assignation actuelle;
  - f) la date de l'assignation hors structure;
  - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
  - b) le fournisseur;
  - c) la nature du service;
  - d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.
- Ventiler le montant total par catégorie.
25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
  - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
  - c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
  - h) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - i) le responsable du contenu sur le site.
27. Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
- a) les régions et les villes visitées;
  - b) les personnes et organismes rencontrés;
  - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
  - d) les raisons du déplacement;
  - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - f) les coûts ventilés;
  - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :
- a) le détail des mandats;
  - b) le coût (déplacements, etc.);
  - c) le nombre de ressources affectées;
  - d) le nombre de rencontres;
  - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
  - f) l'objet;
  - g) les dates.

29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.
31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.
32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023 en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
37. Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :
  - a) la dépense totale (opération et capital);
  - b) les grands dossiers en cours;
  - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
  - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.



41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
42. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :
  - a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
  - c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
  - a) la date;
  - b) la nature;
  - c) les questions posées;
  - d) les réponses;
  - e) la firme retenue;
  - f) les coûts.
44. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
  - a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant
  - b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
45. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
46. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :
  - a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
  - b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
  - c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018.
47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :
  - e) plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.
48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :
  - h) plan d'action de développement durable.
49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :
  - i) plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.



50. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :
- oo) rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
51. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :
- a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
  - b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
  - c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
  - d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
  - e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
52. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
53. Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :
- a) les sommes dépensées;
  - b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
  - c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
54. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :
- a) copie du contrat;
  - b) date de fin prévue du contrat;
  - c) valeur prévue du contrat;
  - d) sommes dépensées à ce jour.
55. Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :
- a) copie du contrat;
  - b) date de fin prévue du contrat;
  - c) valeur prévue du contrat;
  - d) sommes dépensées à ce jour.
56. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :
- a) nombre de stagiaires reçus;
  - b) heures de stages effectuées;
  - c) rémunération totale déboursée.
57. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
58. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.
59. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de COVID-19.
60. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42<sup>e</sup> législature.
61. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
62. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

63. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
64. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
65. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
66. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) les motifs de la demande.
67. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :
- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
  - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
68. Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés.
69. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR LES PARTIS D’OPPOSITION

QUESTIONS OFFICIELLES NON RÉPONDUES

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :  a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée.  Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisées pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :  a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :  m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction :  c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2023-2024 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pieds carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts pour 2022-2023 du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :  a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17



# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15
NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat :  a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par :  a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par :  b) le Fonds des ressources naturelles.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par :  c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par :  d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice



# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR35	PLQ-64k	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.</p>	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR 36	PLQ-64m	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.</p>	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR37	PLQ-64n	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.</p>	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.</p>	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR39	PLQ-64p	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.</p>	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allégement réglementaire et administratif 2020-2025</p>	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».</p>	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine



# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR42	PLQ-64s	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».</p>	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées.</p>	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.</p>	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR45	PLQ-64v	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, «Prévenir, réduire et traiter».</p>	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.</p>	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.</p>	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.</p>	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR49	PLQ-64z	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.</p>	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.</p>	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.</p>	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.</p>	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.</p>	Répondue par le ministère de l'Éducation
NR54	PLQ-64ee	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.</p>	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».</p>	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture, et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64ll	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  nn) Rapport «Le racisme au Québec, Tolérance Zéro» du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale «Rebâtir la confiance».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :  ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs



# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR78	PLQ-64ddd	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.</p>	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.</p>	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR80	PLQ-64fff	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :</p> <p>fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.</p>	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le « Plan d'action pour la relance des exportations » et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la « Vision internationale du Québec »
NR81	QS-5	<p>Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilé par région en indiquant :</p> <p>a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.</p>	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	<p>Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.</p> <p>a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.</p>	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice



# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR95	PLQ-54	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun :</p> <p>a) le sujet; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom ou de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.</p> <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	<p>La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.</p>	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	<p>Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquelles prend part le gouvernement du Québec, indiquer :</p> <p>a) la date; b) la nature; c) les participants; d) si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.</p>	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	<p>Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.</p>	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	<p>Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française.</p>	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	<p>Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)</p>	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR101	PLQ-66	<p>Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.</p>	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	<p>Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.</p>	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le Ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits





**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 1**

**Titre**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
- g) pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucun voyage en 2022-2023

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission des transports du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

<https://www.ctq.gouv.qc.ca/la-commission/diffusion-de-linformation/renseignements-sur-les-depenses-de-la-commission/>

En ce qui concerne la sous-question f), la réponse à cette question se trouve à la question générale 45.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 2**

**Titre**

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucun voyage en 2022-2023

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission des transports du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

<https://www.ctq.gouv.qc.ca/la-commission/diffusion-de-linformation/renseignements-sur-les-depenses-de-la-commission/>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 3**

**Titre**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet) en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) le but visé par chaque dépense ;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire ;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission des transports du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24).  
<https://www.ctq.gouv.qc.ca/la-commission/diffusion-de-linformation/renseignements-sur-les-depenses/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère des Transports et de la Mobilité durable : <https://www.transports.gouv.qc.ca/>. Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 4

##### Titre

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;
- b) le but visé par chaque dépense ;
- c) le nombre total et liste d'événements ventilée par type d'événement ;
- d) si l'évènement s'est tenu virtuellement,

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;
- f) le but visé par chaque dépense ;
- g) le nombre total et liste d'événements ventilée par type d'événement ;
- h) si l'évènement s'est tenu virtuellement,

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité ;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
- m) le but visé par chaque dépense ;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilée par type d'événement ;
- o) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun événement de ce type n'a été organisé en 2022-2023.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 5**

**Titre**

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucune formation de ce type n'a été organisée en 2022-2023.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission des transports du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23).

<https://www.ctq.gouv.qc.ca/la-commission/diffusion-de-linformation/renseignements-sur-les-depenses-de-la-commission/>



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 6**

**Titre**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023 en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Voir la liste jointe en annexe en regard des contrats inférieurs à 25 000 \$.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère des Transports et de la Mobilité durable : <https://www.transports.gouv.qc.ca/>.

Étude des crédits 2023-2024

CONTRATS DE 5 000 \$ À 24 999 \$ OCTROYÉS PAR LA COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC  
ENTRE LE 1ER AVRIL 2022 ET LE 28 FÉVRIER 2023

Fournisseur	Objet	Montant	Mode d'octroi
Avancie	Abonnement de douze mois à TODOC pour la transmission électronique des avis de convocation à une audience ou autres procédures	11 000,00 \$	Gré à gré
Bell Canada	Banque d'heures de soutien technique	6 000,00 \$	Gré à gré
Charron, Boissé, Lévesque, Huissier de justice inc.	Services de huissier	22 918,60 \$	Gré à gré
Cogitexte inc.	Services de traduction	5 877,08 \$	Gré à gré
Comnet Technologies inc.	Maintenance et support annuel pour le système d'enregistrement numérique des audiences (Vox log)	7 084,00 \$	Gré à gré
Doyon Després	Acquisition électroménagers commerciaux / relocalisation bureau de Montréal	20 431,78 \$	Appel d'offres sur invitation
Entretiens d'édifices de la Capitale inc.	Services d'entretien ménager - Québec	7 428,12 \$	Gré à gré
G2MC inc.	Acquisition de meubles / relocalisation bureau de Montréal	5 487,90 \$	Gré à gré
Groupe Conseil Integrim inc.	Maintenance et support annuel du logiciel de numérisation Kofax	7 114,78 \$	Gré à gré
ITI inc.	Acquisition de 30 stations d'accueil pour surface PRO	5 667,82 \$	Appel d'offres sur invitation
ITI inc.	Banque d'heures de service professionnel en infonuagique	10 973,75 \$	Gré à gré
Fournisseur	Objet	Montant	Mode d'octroi

Précicom Technologies inc.	Acquisition de deux pare-feu Fortigate de Fortinet avec support annuel pour trois années	20 380,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Roy, Labrecque, Busque, Blanchet CPA inc.	Examen des données financières et non financières du rapport annuel 2021-2022	11 250,00 \$	Gré à gré
Securflex inc.	Acquisition de 40 000 sceaux pour taximètre	13 794,00 \$	Gré à gré
Sérigraphie Birco inc.	Acquisition de 69 410 étiquettes pour taximètre	21 040,05 \$	Gré à gré
Solotech inc.	Renouvellement des licences Zoom Room et Zoom Pro	16 879,92 \$	Gré à gré
Solutions LNB inc.	Maintenance et support annuel pour la plate-forme de télécopie Xmedius (serveur de fax)	5 850,77 \$	Gré à gré
Studio Alphatek inc.	Mise en page, impression et production d'un PDF pour le rapport annuel de gestion 2021-2022	5 016,85 \$	Gré à gré
Tanguay	Acquisition de sept téléviseurs / relocalisation bureau de Montréal	5 897,93 \$	Gré à gré
Transports Lacombe inc.	Transports, tri et revalorisation des biens excédentaires / relocalisation bureau de Montréal	17 995,45 \$	Appel d'offres sur invitation
Vézina architectes inc.	Services professionnels d'architecture / relocalisation bureau de Montréal	19 325,00 \$	Gré à gré

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 7**

**Titre**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 8**

**Titre**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère des Transports et de la Mobilité durable : <https://www.transports.gouv.qc.ca/>.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 9

##### Titre

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun projet en 2022-2023.

m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI : aucune en 2022-2023.

Aucune réponse pour les sous-questions c), h), j) et k) car elles ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i) et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 10**

**Titre**

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Pour 2022-2023, la CTQ n'a aucune dépense en lien avec l'hébergement de données en infonuagique.

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante:

<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DES PARTIS DE L'OPPOSITION

Question 11

Titre

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023 ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) les distributeurs d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Commission des transports du Québec (CTQ) au 28 février 2023 :

a) la photocopie :	15 159 \$
b et c) le mobilier et l'ameublement :	510 299 \$
d) la décoration et l'embellissement :	156 \$
e) les distributeurs d'eau de source :	0 \$
f, g et h) le remboursement des frais de transports, d'hébergement et de repas :	29 343 \$
i) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	0 \$
j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
i. au Québec :	25 092 \$
ii. à l'extérieur du Québec :	0 \$

Pour les questions c) et d), les réponses sont incluses à la question générale 16.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DES PARTIS DE L'OPPOSITION

Question 12

Titre

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coûts des contrats téléphoniques ;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu ;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent) ;
- f) le coût d'acquisition des appareils ;
- g) le coût d'utilisation des appareils ;
- h) les noms des fournisseurs ;
- i) les ordinateurs portables ;
- j) les iPads ou autre type de tablette électronique.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Commission des transports du Québec (CTQ) au 28 février 2023 :

b) Coût des frais d'itinérance	0 \$
c) Coût lié au dépassement des forfaits de données	0 \$
d) Coûts de résiliation	0 \$

Pour les sous-questions a), f), g), h), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la CTQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25).

<https://www.ctq.gouv.qc.ca/la-commission/diffusion-de-linformation/renseignements-sur-les-depenses/>

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 13

##### Titre

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) du personnel qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p) l'effectif autorisé par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) en vertu de la *Loi 15 sur le contrôle des effectifs*;
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'équivalents temps complet (ETC) non comblés, ventilés par région.

#### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

##### a) b) c) d) e) f) g)

La réponse à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

##### h)

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements.

Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

##### i) j) k) l) m) n) p



La réponse à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**o)** Aucun poste aboli au net

**q)** Neuf postes vacants, dont sept à Montréal et deux à Québec.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 14

##### Titre

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), et ce, pour tous les ministères et organismes;
- b) La Commission des transports du Québec (CTQ) respecte le niveau d'effectifs qui lui a été attribué par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats s'élèvent à trois.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DES PARTIS DE L'OPPOSITION

Question 15

Titre

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail ;
- f) le propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	Québec En date du 23-02-28	Montréal En date du 23-02-28
a) Emplacement de la location	200, chemin Sainte-Foy	140, boul. Crémazie Ouest
b) Superficie du local loué	1 950,19 m2	2 118,29 m2
c) Loyer total annuel	522 017,64 \$	552 480,34 \$ *
d) Loyer annuel d'aménagement	7 590,12 \$	276 392,85 \$ *
e) Date de fin de bail	2030-04-30	2032-08-07
f) Propriétaire de l'espace loué	Édifice 200 Sainte-Foy inc.	Complexe Place Crémazie S.E.C.
g) Coûts de résiliation de bail	Aucun	Aucun

*\* Du 23-04-01 au 23-06-30, le bureau de Montréal était situé au 545, boulevard Crémazie Est. Depuis le 23-08-01, il a été relocalisé au 140, boulevard Crémazie Ouest. Ces montants incluent les coûts de loyers de ces deux adresses.*

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission des transports du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27).

<https://www.ctq.gouv.qc.ca/la-commission/diffusion-de-linformation/renseignements-sur-les-depenses-de-la-commission/>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 16**

**Titre**

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) la valeur estimée de ceux-ci;
- c) les coûts d'entretien annuel;
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne concerne pas la Commission des transports du Québec puisqu'elle n'est pas propriétaire d'un immeuble.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 17**

**Titre**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts pour 2022-2023 du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucun projet réalisé en 2022-2023.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 18

##### Titre

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne concerne pas la Commission des transports du Québec.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 19**

**Titre**

Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme en indiquant :

- a) le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne concerne pas la Commission des transports du Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 20**

**Titre**

Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucun employé hors structure.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 21**

**Titre**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 22

##### Titre

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaire, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2023-2024.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 23

##### Titre

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas de personnel rémunéré et affecté à d'autres organismes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 24**

**Titre**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023 en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Au 28 février 2023 :

Fournisseur	Description	Coût
SOQUIJ	Recherches juridiques	1 712,20 \$
Thomson Reuters	Accès à l'information	576,00 \$
Wilson Lafleur	Abonnement Société par actions	435,00 \$
Wilson Lafleur	Renouvellement formulaire de procédure civile	50,00 \$
Lexisnexis inc.	Manuel droit administratif ISS	219,45 \$
Wilson Lafleur	Annuaire téléphonique judiciaire en ligne	35,00 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 25

##### Titre

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune dépense de ce type.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 26

##### Titre

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site ;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de la mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines :
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site;

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

**a) Le nom du site Web :**

[www.ctq.gouv.qc.ca](http://www.ctq.gouv.qc.ca)

**b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site :**

La firme Développement Web Québec en collaboration avec les ressources internes.

**c) Les coûts de construction du site :**

Aucun coût en 2022-2023.

**d) Les coûts d'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour :**

Pour 2022-2023, la Commission des transports du Québec a déboursé un montant de 3 000 \$ au ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) pour l'hébergement de son site Web informationnel.

**e) Les coûts de modernisation ou de refonte :**

Aucun coût en 2022-2023.

**g) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines :**

Aucun coût en 2022-2023.

Aucune réponse pour les sous-questions f), h) et i) car elles ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 27**

**Titre**

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par le ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne concerne pas la Commission des transports du Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 28**

**Titre**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres en 2022-2023 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne concerne pas la Commission des transports du Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 29**

**Titre**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 30**

**Titre**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 31**

**Titre**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 32**

**Titre**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 33**

**Titre**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Une entente de contribution financière pour l'administration, l'application uniforme et le respect des normes de sécurité du Code canadien de sécurité pour les transporteurs routiers a été signée le 12 mai 2021. L'entente couvre les exercices financiers 2015-2016 à 2024-2025.

Au cours de l'exercice financier 2022-2023, une somme de 299 388,80 \$ a été reçue.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 34**

**Titre**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucune prime au rendement et aucun boni en 2022-2023.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 35**

**Titre**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne concerne pas la Commission des transports du Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 36**

**Titre**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Allocation de transition : 52 848,69 \$  
Ajustements rétroactifs d'allocations de transition : 11 482,35 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 37**

**Titre**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 38**

**Titre**

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 39**

**Titre**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 40

##### Titre

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent temps complet (ETC) et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

##### a) Les dépenses en informatique :

Pour 2022-2023, les dépenses en ressources informationnelles sont de 2 178 457 \$.

##### b) Les grands dossiers en cours :

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

Pour les sous-questions d) et e), la question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 41

##### Titre

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 42

##### Titre

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordre ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) 31 357,69 \$
- b) Barreau du Québec
- c) Vingt employés ont bénéficié du paiement des cotisations.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 43**

**Titre**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucun sondage ou enquête d'opinion en 2022-2023.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 44**

**Titre**

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucune dépense n'a été engagée en 2022-2023.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 45**

**Titre**

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucune somme dépensée.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 46**

**Titre**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :  
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 47**

**Titre**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et les stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le plan d'action 2021-2024 à l'égard des personnes handicapées de la Commission des transports du Québec (CTQ) compte diverses mesures qui sont réalisées suivant les échéances annoncées. En 2022-2023, la mise en œuvre de ce plan d'action n'a généré aucune dépense directe.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet de l'organisation : <https://www.ctq.gouv.qc.ca/publications/>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 48**

**Titre**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

h) Plan d'action de développement durable.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 49

##### Titre

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 50

##### Titre

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 51**

**Titre**

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
- d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante :

[https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique\\_cadre\\_teletravail.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 52**

**Titre**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le 16 février 2021, le gouvernement annonçait le remboursement unique, d'un montant maximal de 400 \$, aux employés nommés en vertu de la *Loi sur la fonction publique* en compensation de certaines dépenses engagées pour effectuer du télétravail durant cette période. En 2022-2023, cinq demandes de compensation ont été soumises pour un remboursement total de 1 728,86 \$.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 53**

**Titre**

Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) les sommes dépensées ;
- b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) ;
- c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- a) Aucune somme dépensée (Programme d'aide aux employés offert par le Secrétariat du Conseil du trésor ou le ministère du Conseil exécutif).
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- c) Aucune

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site internet du ministère : <https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/ministere/contrats-engagements/Pages/engagements-financiers.aspx>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 54**

**Titre**

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) copie du contrat;
- b) date de fin prévue du contrat;
- c) valeur prévue du contrat;
- d) sommes dépensées à ce jour.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisation : <https://www.ctq.gouv.qc.ca/la-commission/diffusion-de-linformation/renseignements-sur-les-depenses/>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 55**

**Titre**

Pour tout contrat accordé par le Ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) copie du contrat;
- b) date de fin prévue du contrat;
- c) valeur prévue du contrat;
- d) sommes dépensées à ce jour.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet :

<https://www.ctq.gouv.qc.ca/la-commission/diffusion-de-linformation/renseignements-sur-les-depenses/>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 56**

**Titre**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) nombre de stagiaires reçus;
- b) heures de stages effectuées;
- c) rémunération totale déboursée.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

- a) Une stagiaire reçue en 2022-2023;
- c) 11 124,00 \$ déboursés en 2022-2023.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 57**

**Titre**

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré depuis cinq ans.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisation : <https://www.ctq.gouv.qc.ca/la-commission/diffusion-de-linformation/renseignements-sur-les-depenses/>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 58**

**Titre**

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisation : <https://www.ctq.gouv.qc.ca/la-commission/diffusion-de-linformation/renseignements-sur-les-depenses/>

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 59

##### Titre

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de COVID-19.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 60**

**Titre**

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42<sup>e</sup> législature.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 61**

**Titre**

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis cinq ans.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Cette question ne concerne pas la Commission des transports du Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 62**

**Titre**

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet : <https://www.ctq.gouv.qc.ca/la-commission/diffusion-de-linformation/renseignements-sur-les-depenses/>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 63**

**Titre**

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 64**

**Titre**

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 65

##### Titre

Indiquer les coûts de systèmes estimés depuis cinq ans.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 66**

**Titre**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 67**

**Titre**

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traité dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traité dans un délai de 30 jours.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIS DE L'OPPOSITION

#### Question 68

##### Titre

Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

##### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**DES PARTIS DE L'OPPOSITION**

**Question 69**

**Titre**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucun comité formé.



